

## SHORT NEWS

## Planungswirrwarr

Die Einwohner der Stadt Luxemburg staunten nicht schlecht, als sie Anfang August per Aushang und Publikation in der Tagespresse aufgefordert wurden, binnen 30 Tagen ihre Meinung zu den von der nationalen Eisenbahngesellschaft CFL unterbreiteten Planungsvorhaben bezüglich des zweigleisigen Ausbaus der Strecke nach Trier zu äußern. Betroffen sind vor allem die Anrainer in Cents, die sich auf eine mehrjährige Baustelle gefasst machen müssen. Außerdem sehen sie sich dem Problem ausgesetzt, dass durch den Neubau der beschränkte Bahnübergang Richtung Sandweilerstraße verschwinden soll. Damit wäre der Cents nur noch von Süden und Norden erreichbar, die östliche Zu- und Abfahrt zur Hauptstraße Luxemburg-Irrgarten unterbunden. Anlässlich des City-Breakfast dieser Woche machten Bürgermeister Helminger und Verkehrsschöffe Bausch ihrem Ärger Luft, weil sie sich von den CFL überrumpelt spürten. Nicht weniger als 100 Beschwerden wurden bei der Gemeinde eingereicht. Die Stadtoberen sahen sich zudem dem Vorwurf ausgesetzt, die Beschwerdephase in den Urlaubsmonat August gelegt zu haben. Doch die konnte gar nicht anders, da sie per Gesetz verpflichtet ist, spätestens zehn Tage nach Eingang des Antrags, die Anhörungsprozedur zu starten. Der Vorwurf an die CFL und die Regierung: Bevor ein Planungsvorhaben auf den Instanzenweg gebracht wird, sollte zunächst mit den betroffenen Kommunen gesprochen werden, um so größtmögliche Schnitzer zu vermeiden. Außerdem sind die Gemeinden näher am Puls der Bevölkerung. Die Stadt wird sich den Einwüfen der Centser-BürgerInnen anschließen und darauf pochen, dass der Streckenausbau erst erfolgt, wenn eine seit langem in der Diskussion befindliche Brücke von Cents Richtung Sandweiler-Straße realisiert wurde. Die CFL-Pläne sind hinsichtlich dieses chronologischen Ablaufs widersprüchlich. Außerdem besteht der Verdacht, der Staat und die CFL wollten eine zukünftige Brücke über das gesamte Tal spannen und somit die Industriezone Hamm an Cents anbinden ... und damit unnötigen Verkehr in das Wohnviertel lenken. Bezüglich der Chronologie scheint die Bahn einzulenken: Der derzeitige Barrieren-Übergang wird erst geschlossen, wenn die neue Brücke steht. Fragt sich nur wieso es auf einmal so eilig gehen musste. Es ist nicht das ertste Mal, dass Gemeinde und CFL - und damit auch das Infrastrukturministerium - in Sachen Bauvorhaben im Clinch sind. Wegen umfangreicher Modernisierungsarbeiten wurde vor Monaten der Nationale Fahrradweg PC1 im Grund gekappt und einfach als nicht mehr benutzbar deklariert. Die Gemeinde Luxemburg, die in dieses Vorhaben nur verspätet eingeweiht wurde, realisierte daraufhin eine Notumgehung, so dass den RadfahrerInnen die vielbenutzte Strecke Richtung Hesperingen wieder zur Verfügung steht. Vielleicht bietet ja der „CFL Mobilitätskongress“ am Dienstag nächster Woche in der Abbatte Neumünster die Gelegenheit, dass Stadt, Staat und Eisenbahngesellschaft sich zusammenraufen und sich fortan über zukünftige Projekte gegenseitig in Kenntnis setzen. Unter dem Motto „Wie komme auch ich zum Zug?“ wollen Minister, Schöffen und internationale Wissenschaftler über die Mobilitätskette im grenzüberschreitenden Schienenverkehr diskutieren.

## Schiffflange, c'est fini

Ils avaient beau fêter le centenaire de la sidérurgie la semaine dernière, les managers d'Arcelor-Mittal, ils savaient pourtant que cette histoire n'allait pas durer cent ans de plus. La nouvelle est tombée ce mardi, quand les patrons ont informés les syndicats de la fermeture prochaine de deux usines, l'une espagnole et l'autre luxembourgeoise. Ce sera donc le site de Schiffflange, qui produit des matériaux de bâtiment - un secteur toujours en crise - qui fermera ses portes en octobre. Quoique la direction prétend qu'il s'agit d'une décision provisoire, les quelques 500 salariés qui sont sur la touche ont plus d'une raison de s'inquiéter. Après les 262 ouvriers qui ont été placés en reclassement plus tôt cette année, ce sera à leur tour d'espérer de trouver un boulot quelque part dans l'entreprise ou d'être reclassés chez un des fournisseurs d'Arcelor-Mittal. Ainsi, celles et ceux qui n'avaient vu dans les grandes festivités dans la Rockhal qu'un festival de l'hypocrisie ne se trompaient pas : le désengagement du Luxembourg du géant de l'acier continue. A voir si la tripartite sidérurgique réclamée par le LCGB servira à quelque-chose.

## AKTUELL

ASTI

## Mémo électoral

David Wagner

**C'est au tour de l'Asti d'intervenir dans la campagne électorale. En présentant un mémo de neuf pages destiné aux candidat-e-s, l'association rappelle un certain nombre de fondamentaux.**

A celles et ceux qui reprochent à l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (Asti) de ne prendre en compte que les intérêts des étrangers, voire de le faire au détriment des Luxembourgeois d'origine, l'association vient de présenter un document qui dément ces accusations. Intitulé « Aide mémoire pour les candidats aux élections communales », ce texte de neuf pages, présenté à la presse ce lundi, propose un certain nombre de pistes pour améliorer ce que l'Asti a pour coutume d'appeler le « vivre ensemble ». Evidemment, le volet « intégration », concernant les non-Luxembourgeois

qui de toute évidence s'installe sérieusement dans la campagne électorale. Certains se souviendront que l'ancien président de l'Asti, Serge Kolwelter, avait publié sur sa page Facebook des photos de maisons vides appartenant aux communes. Cette initiative personnelle avait en fait relayé une action du syndicat d'initiative des quartiers nord de la ville qui ont entre-temps reçu, selon nos informations, gain de cause. Ainsi, l'Asti revendique la construction de logements sociaux, la mise à disposition de terrains communaux sous forme de baux emphytéotiques ainsi que la mise en état de maisons vides dont la commune est propriétaire.

A propos élections : alors qu'aussi bien l'aménagement du ban de Gasperich que l'hypothétique construction du stade à Livange (voir page 3) font des vagues, le document aborde le sujet des grands projets urbanistiques. Un peu à l'image du Mouvement écologique, mais beaucoup plus condensé évidemment, l'Asti se range derrière la revendication de la planification écologique, sociale et démocratique. Dans un pays où les grands promoteurs et certains hommes d'affaires tiennent le haut du pavé dans l'aménagement de mégaprojets, l'Asti préconise « des consultations et réunions avec les résidents de la com-



mune pour écouter les citoyens et les informer des suites données à leurs préoccupations ». On regrettera toutefois que l'Asti n'aille pas plus loin : informer et faire mine d'écouter les préoccupations citoyennes est à portée de tout édile communal. Mettre par contre en place des structures de codécision citoyennes donnerait un peu plus de substance aux revendications démocratiques.

Ainsi, en plus des classiques tels que les revendications liées aux commissions consultatives d'intégration ou les pactes d'intégration communaux, le « vade mecum » électoral comprend des chapitres relatifs au logement, à la démocratie, à la transparence, à l'école ou encore à la famille. Et certaines revendications ont le mérite de se montrer pour le moins originales et iconoclastes. Ainsi l'Asti propose-t-elle la création (ou la réintroduction) d'un « écrivain public » dans les bureaux d'accueil des communes (ou au Biergerzenter) afin d'aider les personnes éprouvant des difficultés à l'écrit, à remplir les formulaires ou à rédiger des lettres.

Sous le slogan « Des pierres, pas des mots ! », l'Asti reprend un sujet

qui de toute évidence s'installe sérieusement dans la campagne électorale. Certains se souviendront que l'ancien président de l'Asti, Serge Kolwelter, avait publié sur sa page Facebook des photos de maisons vides appartenant aux communes. Cette initiative personnelle avait en fait relayé une action du syndicat d'initiative des quartiers nord de la ville qui ont entre-temps reçu, selon nos informations, gain de cause. Ainsi, l'Asti revendique la construction de logements sociaux, la mise à disposition de terrains communaux sous forme de baux emphytéotiques ainsi que la mise en état de maisons vides dont la commune est propriétaire.

C'est d'ailleurs la force et la faiblesse du document de l'Asti. Se voulant être un « aide-mémoire » pour les candidat-e-s, il ne peut être exhaustif. S'il a le mérite d'aborder un grand nombre de sujets, il oscille entre propositions concrètes d'une part et revendications parfois trop généralistes de l'autre. A sa décharge, il faut concéder à l'Asti un travail de pionnier dans certains domaines, dont les responsables politiques auraient pu s'inspirer depuis bien longtemps.